Longepierre : finances de la commune

Commune · Saône-et-Loire (71) · 164 habitants · tranche 100 à 199 habitants · comptes 2025

Pour l’exercice 2025, Longepierre affichait un encours de dette de 273 k€, soit 1 666 € par habitant, une épargne brute égale à 14,2 % de ses recettes de fonctionnement et une capacité de désendettement de 9,4 ans.

Dette par habitant
1 666 €
273 k€ au total

Capacité de désendettement
9,4 ans
dette ÷ épargne brute

Taux d’épargne brute
14,2 %
épargne brute ÷ recettes de fonctionnement

Dépenses de fonctionnement
1 072 € / hab.
176 k€ au total

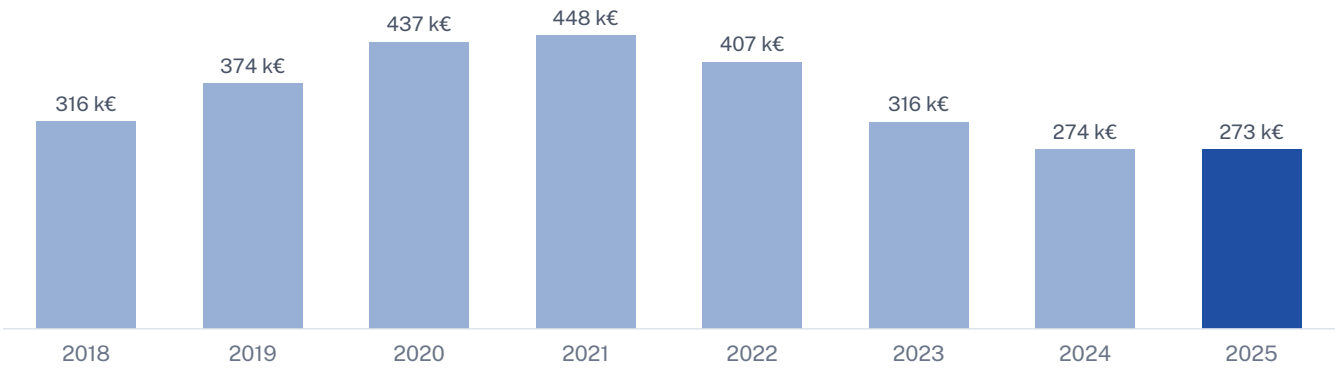
Les comptes de la commune en clair

Comptes consolidés de l’exercice 2025 publiés par l’OFGL. Chaque montant par habitant est comparé aux 5 343 communes de 100 à 199 habitants (dernier exercice publié de chacune). Une position haute ou basse n’est ni une bonne ni une mauvaise note : elle indique ce qui mérite d’être compris ou vérifié.

Question	Valeur	Comparaison
Combien la collectivité dépense-t-elle pour fonctionner ?	1 072 €	parmi le quart des communes de même taille où ce chiffre est le plus haut.
Quelle part de ces dépenses va au personnel ?	26,3 %	282 € par habitant : un peu au-dessus de la moitié des communes de même taille.
Lui reste-t-il de l’argent en fin d’année ?	14,2 %	178 € par habitant : un peu en dessous de la moitié des communes de même taille. Repère : vigilance sous 10 %, alerte sous 7 % (usage d’analyse financière, non réglementaire) (Au-dessus des repères).
Est-elle endettée ?	1 666 €	parmi le quart des communes de même taille où ce chiffre est le plus haut. Repère : plafond national de référence de 12 ans de capacité de désendettement pour les communes (Sous le plafond).
Investit-elle ?	624 €	un peu au-dessus de la moitié des communes de même taille.
Combien rapportent les impôts locaux ?	457 €	un peu au-dessus de la moitié des communes de même taille.

Évolution depuis 2018

Encours de dette au 31 décembre



L'encours de dette est passé de 316 k€ en 2018 à 273 k€ en 2025 (-13,5 %). Valeur la plus haute : 448 k€ en 2021.

Exercice	Encours de dette	Taux d'épargne brute	Capacité de désendettement	Dépenses d'équipement
2018	316 k€	18,3 %	10 ans	29 k€
2019	374 k€	29,1 %	7,5 ans	192 k€
2020	437 k€	25,8 %	9,9 ans	53 k€
2021	448 k€	12 %	20,1 ans	159 k€
2022	407 k€	26,1 %	8,3 ans	12 k€
2023	316 k€	6,2 %	24,9 ans	15 k€
2024	274 k€	24,8 %	5,1 ans	28 k€
2025	273 k€	14,2 %	9,4 ans	102 k€

Comparée à ses communes jumelles

Indicateur	Longepierre	Médiane des jumelles	Écart
Dette par habitant	1 666 €	490 €	+239,8 %
Impôts locaux par habitant	457 €	561 €	−18,6 %
Frais de personnel par habitant	282 €	432 €	−34,8 %
Investissement par habitant	624 €	419 €	+48,8 %
Taux d'épargne brute	14,2 %	27,7 %	
Capacité de désendettement	9,4 ans	1,1 ans	

Jumelles : Auzers (15), Mas-Cabardès (11), Saint-Marcel-du-Périgord (24), Montboudif (15), Soudaine-Lavinadière (19), Bédeilhac-et-Aynat (09), Juzet-d'Izaut (31), Prads-Haute-Bléone (04), Chassiecq (16), Beauvoisin (26). Insee (taille, évolution, âges, revenu) ; comptes OFGL.

Le mandat 2020-2026 en chiffres

Indicateur	2019	2025	Évolution	Médiane dép.
Habitants	176	164	−6,8 %	−1,2 %
Dette par habitant	2 124 €	1 666 €	−21,6 %	−30,4 %
Impôts locaux par habitant	311 €	457 €	+47,1 %	+25,9 %
Frais de personnel par habitant	204 €	282 €	+38,5 %	+20,4 %
Taux d'épargne brute	29,1 %	14,2 %	−14,9 points	−3,3 points
Capacité de désendettement	7,5 ans	9,4 ans	+1,9 an	−0,6 an
Investissement cumulé 2020-2025, par habitant		2 225 €		1 563 €

Comptes consolidés OFGL 2019 et 2025 ; médiane : évolution médiane des communes du département. Une évolution ne juge pas la gestion.

Qui vit ici

Indicateur	Longepierre	Comparaison
Habitants (2023)	161	−10,6 % depuis 2012 (département : −0,9 %)
65 ans ou plus (2023)	38,5 %	département : 27,3 % · France : 21,3 %
Personnes couvertes par le RSA (2024)	0 pour 100 habitants	département : 3,4
Salariés du secteur privé (2025)	1	

Sources : Insee, populations municipales 1968-2023, recensement 2012-2017-2023, naissances et décès 2008-2025 (API Melodi, Licence Ouverte) ; Cnaf, allocataires par commune au 31 décembre 2020-2024 (data.caf.fr, Licence Ouverte), valeurs arrondies par la Cnaf ; Urssaf, établissements employeurs et effectifs salariés du secteur privé au 31 décembre (open.urssaf.fr, ODbL) ; Éducation nationale, effectifs d'élèves par école et indices de position sociale (data.education.gouv.fr, Licence Ouverte).

Les métiers des habitants

70 habitants de 15 à 64 ans ont un emploi ; la commune compte 30 emplois, soit 58 emplois pour 100 habitants qui travaillent (indicateur de concentration d'emploi de l'Insee).

Groupe	Habitants	Département	France	Emplois sur place
Agriculteurs exploitants	0 %	2,8 %	1,3 %	0 %
Artisans, commerçants et chefs d'entreprise	13,8 %	7,5 %	6,6 %	15,2 %
Cadres et professions intellectuelles supérieures	0 %	11,6 %	20,1 %	0 %
Professions intermédiaires	21,5 %	24,7 %	26,4 %	27,3 %
Employés	43,1 %	27 %	26,1 %	57,6 %
Ouvriers	21,5 %	26,4 %	19,5 %	0 %

Professions les plus exercées par les habitants : Bourgogne-Franche-Comté

Profession	Habitants (environ)	Part
Aides-soignants	24 470	2,1 %
Infirmiers en soins généraux salariés	20 750	1,8 %
Agents de service des établissements de santé	18 070	1,6 %
Enseignants titulaires du secondaire général et technologique	17 970	1,6 %
Enseignants titulaires du primaire	16 500	1,4 %
Conducteurs de poids lourds	16 380	1,4 %
Secrétaires, employés de la bureautique	16 360	1,4 %
Ouvriers du nettoyage	15 190	1,3 %
Employés de la fonction publique (secrétariat, gestion, comptabilité)	14 250	1,2 %
Assistants maternels agréés	13 370	1,2 %
Autres employés d'aide à domicile et accueillants familiaux	13 270	1,2 %
Techniciens d'installation et de maintenance (hors informatique)	12 930	1,1 %

Employeurs, projets de recrutement 2026 (Saône-et-Loire (71)) : 17 194 au moins, dont 47,5 % jugés difficiles.

Métier	Projets	Difficiles
Viticulteurs, arboriculteurs	2 837	40,5 %
Employés de libre service	659	8,2 %
Aides-soignants	612	79,9 %
Aides à domicile et auxiliaires de vie	579	76,2 %
Serveurs de cafés restaurants	537	63,9 %
Agents d'entretien de locaux	534	46,8 %
Aides de cuisine et employés polyvalents de la restauration	522	60 %
Télévendeurs et téléconseillers	419	0 %
Personnels de ménage chez des particuliers	380	33,2 %
Infirmiers et sages-femmes	374	53,7 %

Sources : Insee, recensement de la population 2022, emploi et population active (Licence Ouverte 2.0) ; Insee, recensement de la population 2022, fichier détail des individus par région (Licence Ouverte 2.0) ; France Travail, enquête Besoins en main-d'œuvre 2026 (data.gouv.fr, Licence Ouverte 2.0).

Ce que l’État verse pour les investissements

Indicateur	Longepierre
Subventions d’investissement de l’État accordées (2018-2025)	63 k€ pour 2 projets
Par habitant	381 € (communes de même taille : 260 € ; département : 181 €, médianes)
Part du coût des projets payée par l’État	29,8 %
Aides de l’ADEME (conventions depuis 2021)	aucune aide publiée

Sources : DGCL, projets financés par la DETR, la DSIL, la DPV et la DSID (data.gouv.fr, Licence Ouverte 2.0) ; ADEME, aides financières attribuées (data.ademe.fr, Licence Ouverte 2.0).

Sources

Comptes consolidés (budget principal et budgets annexes) publiés par l’Observatoire des finances et de la gestion publique locales (OFGL), exercice 2025 et exercices précédents depuis 2018, sous Licence Ouverte 2.0. Quartiles et médianes calculés par l’Observatoire de ma commune sur les mêmes comptes. Formules et limites : https://observatoire.proofset.io/methode.html. Analyse automatisée de données publiques, sans valeur juridictionnelle ; aucune donnée nominative.